

AGROPASTEUR

HORS
SÉRIE

Mensuel d'Informations sur l'Élevage, l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement

ISSN 0850 5128 - Mai 2021



La Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Senegal

Journée Virtuelle Portes
Ouvertes (JVPO)

p.12



Projet Tiers Sud Bey Daare (PTS)

Projet d'amélioration de la
Productivité Agricole et de
la Sécurité Alimentaire

p.16

Publireportage

LE PDIDAS, POUR LA PROMOTION DE L'AGROBUSINESS A TRAVERS UNE MEILLEURE GOUVERNANCE ET DE SECURISATION FONCIERE AU SENEGAL.

p. 6



PADAER II
Matam : Visite
du Ministre de
l'Élevage à Kanel
et à Matam ce
7 Mars 2021

p.22



PADAER II
Mise en service
de **10 nouvelles**
Unités Pastorales
à Matam

p.26

SPACE

14-15-16 + 17
SEPTEMBRE 2021

space.fr f t i in v
PARC-EXPO RENNES

Une édition encore pleine d'incertitudes même si les organisateurs veulent absolument rester optimistes.

Le Space 2021 se fera sur trois jours les mardis, mercredi, jeudi, au lieu des quatre journées habituelles. Le vendredi se tiendra uniquement en version digitale...

Si bien sûr l'édition 2021 peut se tenir en présentiel compte tenu des conditions sanitaires.

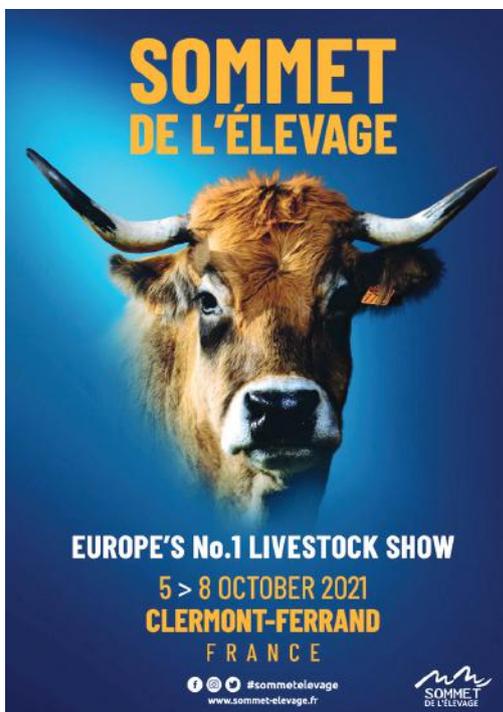
Le retour à une version sur trois jours est l'élément central de la présentation de l'édition 2021 encore pleine d'incertitudes même si les organisateurs veulent absolument rester optimistes s'inscrivant dans un contexte plus général, de "modification du planning des salons en 2021".

Les organisateurs du Space voient dans ce changement l'occasion de régler aussi quelques problèmes récurrents comme le fait d'"éviter la sortie de Rennes le vendredi soir", de "faciliter la gestion du temps de travail dans les entreprises exposantes", et "densifier pour les exposants les journées", notamment celle du vendredi qui pourra pour beaucoup permettre le démontage des stands.

A ce jour les inscriptions sont lancées.

L'objectif de cette édition 2021 qui marquera un véritable virage, dans le format et dans la forme de ce salon est de la tenir en présentiel, en respectant les consignes sanitaires,.

Donc restons optimistes et rendez-vous au Space à Rennes



SOMMET DE L'ÉLEVAGE, du 5 au 8 octobre 2021

Le Sommet aura lieu cette année; c'est l'annonce faite par l'équipe du SOMMET DE L'ELEVAGE. Sous le signe de la Relance Cette année, le SOMMET DE L'ÉLEVAGE fête ses 30 ans.

Une belle occasion pour le salon d'entrer dans une nouvelle ère avec de nombreuses nouveautés :

Ainsi les activités démarrent avec le Passage à 4 jours d'ouverture, c'est aussi la Construction d'une nouvelle halle d'exposition de 10 000 m² et la Déclinaison du salon en version digitale sans oublier de nombreux temps forts liés au programme, parmi lesquels l'accueil des concours nationaux des races Aubrac et Simmental, une nouvelle soirée Exposants, etc.

Le SOMMET se réinvente et place cette nouvelle édition assurément sous le signe de la relance.

Rendez-vous donc les 5, 6, 7 et 8 octobre prochains à Clermont-Ferrand, France !

**Entretien avec :**

Mme Ndeye Coura Mbaye Diop,
Coordonnatrice du PDIDAS

p8

**Trois questions à :**

Mouhamadou Moustapha Fall
Le Directeur Général de la CNAAS

p13

Campagne Agricole et de
 Commercialisation au Sénégal

p4

L'hivernage 2021 au Sénégal
 Le démarrage de la saison des pluies :
 Les risques de longues pauses annoncées
 au Nord et au Centre

p5

LE PDIDAS : Un modèle innovant de
 promotion de l'investissement privé agricole
 au Sénégal

p6

M Abdou Karim SALL, Ministre de
 l'Environnement et du Développement
 Durable.

p11

La Compagnie Nationale d'Assurance
 Agricole du Senegal: Journée Virtuelle
 Portes Ouvertes (JVPO)

p12

Projet Tiers Sud - Bey Daare (PTS)
 Projet d'amélioration de la Productivité
 Agricole et de la Sécurité Alimentaire dans le
 Sud du Sénégal

p15

Amélioration de la production laitière au
 Sénégal : AFRIVET réceptionne des génisses
 gestantes de races Jersiaise et Montbéliard

p21

PADAER II Matam: Visite du Ministre de
 l'Élevage à Kanel et à Matam ce 7 Mars 2021

p22

AGROPASTEUR

Mensuel d'Informations sur l'Élevage, l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement

Tél.: 221 77 536 2018

Adresse: Sacré Coeur 2 Villa N°8608 G
 face Rd point Boulangerie Jaune

Email: agropasteur@yahoo.fr
 babasene402@gmail.com

Directeur de publication:
 Babacar SENE

Comité de rédaction:
 Babacar SENE, Pape SAMB,
 Astou DIOP, Rokhaya
 THIANE, Aminou DIOP, Fatou
 Ndiaye stagiaire, Aboubackry BA

Conception: MPro

Impression: AFRICOM

Distribution: ADP

Photos: Mamadou Gueye MEPA

Campagne Agricole et de Commercialisation au Sénégal



Pr Moussa Baldé

Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural le Pr Moussa Baldé faisait face à la presse c'était lors de la 5^e rencontre Gouvernement Presse la 3^e pour lui Une occasion pour Pr Moussa Baldé de répondre sur les questions liées aux productions agricoles de cette campagne 2021 qui constitue l'une des meilleures campagnes que le Sénégal a connu.

Pour les productions

La production est estimée à **1 million 349 723 tonnes** soit plus de **30%** que la moyenne des 5 dernières années.

Pour le **mil** c'est **1 million 144 750 tonnes** soit plus de 44%.

Pour le **sorgho** c'est **377 323 tonnes** soit plus de 64%.

Pour le **folio** c'est **6 765 tonnes** soit 70%.

Pour le **Maïs** c'est **761 883 tonnes** soit 83%.

Pour l'**arachide** c'est **1 million 797 486 tonnes** soit plus de 46%.

Ce qui fait dire au Ministre ***“que cette campagne. est l'une des meilleures jamais réalisée en termes de revenus générés plus de 216 milliards et plus de 9 milliard pour le Trésor Sénégalais”***.

C'est aussi **79.000 tonnes** sur les **105 000 tonnes** de semences à certifier, pour les **céréales** c'est **3 millions 640 445 tonnes** cette année.

Pour les perspectives de la campagne

Notre objectif c'est l'atteinte des 4 millions de tonnes De tels résultats sont possibles de l'avis du Ministre Moussa Balde a plusieurs facteurs liés à la bonne pluviométrie de cette année bien répartie dans le temps et dans l'espace mais aussi à l'augmentation du budget à 60 milliards reconduits pour la prochaine campagne.

Le Sénégal a réalisé une couverture de **90% des besoins en céréales**.

La production de riz est estimée à **1.349.000 tonnes**

Le Programme d'autosuffisance en riz est en vogue et et se poursuit.

La mécanisation va permettre l'atteinte des résultats: 60 milliards avec des objectifs de production validés dès le 8 mai.

Les notifications déjà faites pour les semences et intrants:

les engrais en cours avant l'entrée de la saison.

C'est aussi le Programme de Remise de 10 000 secours avant l'hivernage.

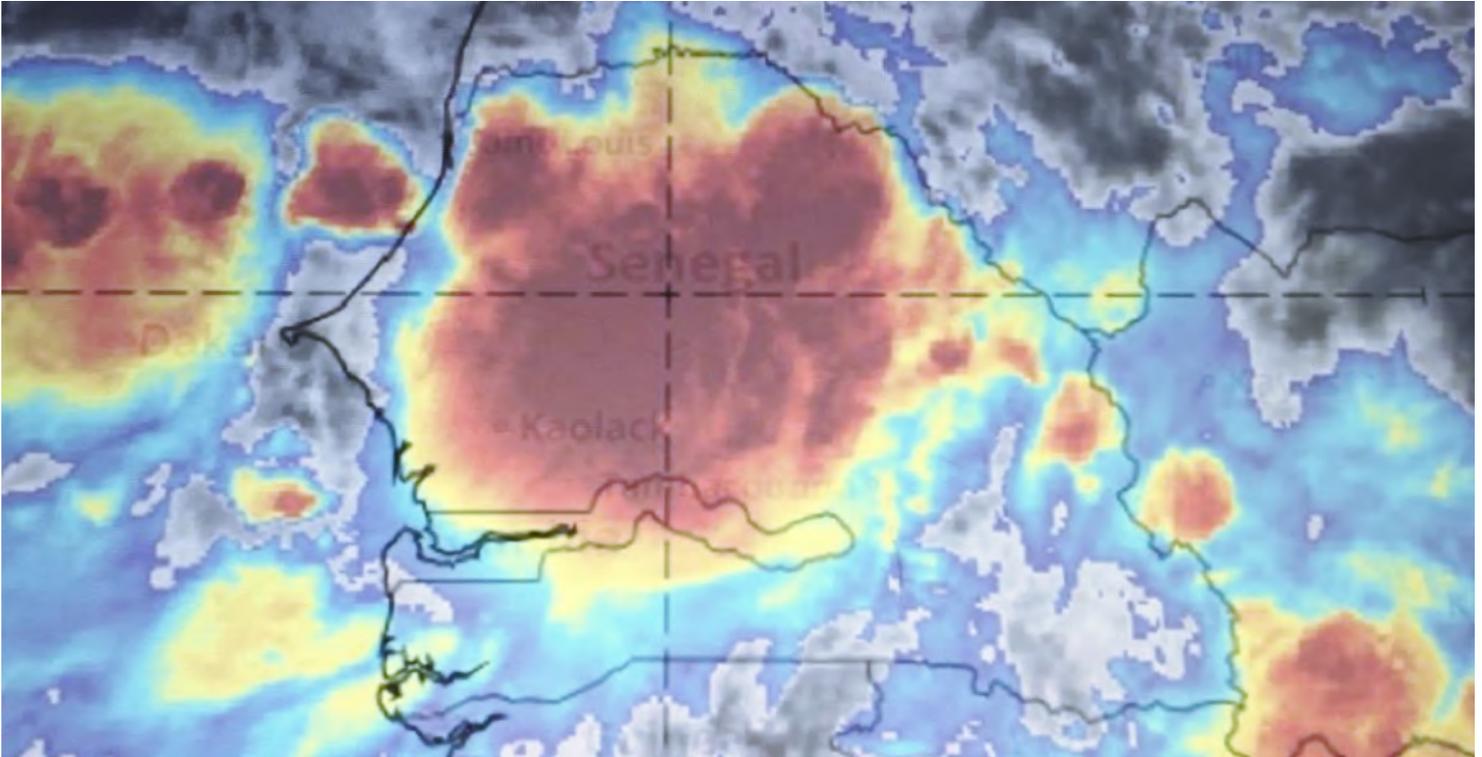
L'intégration de l'engrais bio organique cette année pour aller résolument vers la transition et de l'Aflacev pour diminuer l'Aflatoxine au niveau de l'Araachide

De quoi avoir raison pour le Ministre ***“de se rejouir de cette campagne de Commercialisation qui a eu beaucoup d'impacts socioéconomiques”***

Pape SAMB

L'hivernage 2021 au Sénégal

Le démarrage de la saison des pluies : Les risques de longues pauses annoncées au Nord et au Centre



Les pluies saisonnières au Sénégal sont en grande partie influencées par les conditions des températures de surface de la mer (TSM) des océans pacifique et Atlantique et de la mer méditerranée révèle le Bulletin de prévision saisonnière dans sa parution du 07 Mai 2021

Il a en outre précisé que l'analyse des TSM au niveau des bassins océaniques et les prévisions de modèles climatiques montrent une situation complexe et peu favorable à des précipitations abondantes

En outre note le Bulletin, les conditions normales a froides observées sur le Pacifique pourraient évoluer vers des conditions neutres au cours des prochains mois ;

Le début du réchauffement des eaux de surface observé sur le Golfe de Guinée selon le bulletin, pourrait se maintenir jusqu'à la fin de la saison

Sur les côtes sénégalaises mauritaniennes annonce le Bulletin, des conditions de TSM froides entre la Mauritanie et le Sénégal et chaudes sur le reste du bassin sont observées

Une situation qui évoluera vers un réchauffement d'après les. Modèles des grands centres mondiaux poursuit le bulletin.

Le Bulletin révèle que cette configuration des différents bassins et la prévision des différents modèles surtout sur l'Atlantique avec les côtes Sénégal mauritaniennes et Golfe de Guinée, ne sont pas en ce moment favorables à une bonne rentrée de mousson sur territoire ; ce qui pourrait impacter sur l'installation de la saison

Ainsi le Bulletin annonce le démarrage de la saison des pluies avec une installation précoce sur l'extrême Sud-est; mais normale sur le Sud- Est du Pays et normal à tardif sur le reste du territoire avec des risques de longues pauses pluviométriques au nord et au centre du pays.

En outre pour la période Mai Juin Juillet (MJJ) 2021 le Bulletin prévoit une pluviométrie normale sur la partie Sud et Est du pays mais aussi normale à déficitaire sur le reste du territoire.

Et pour la période Juin Juillet Août (JJA) 2021 c'est une pluviométrie selon le Bulletin normale à déficitaire sur la majeure partie du pays

Néanmoins il faut noter selon le Bulletin, que ces prévisions donnent une tendance globale sur le cumul pluviométrique des 2 périodes MAJJ et JJA2021.

Babacar sene (Bulletin de prévisions saisonnière du GTP/ Anacim pour l'hivernage 2021)

LE PDIDAS : Un modèle innovant de promotion de l'investissement privé agricole au Sénégal

Lancé officiellement en juin 2014, le Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS) a pour mission de développer une agriculture commerciale et inclusive et une gestion durable des terres dans les zones d'intervention du Projet situées dans le nord du Sénégal. Ainsi depuis son démarrage, le PDIDAS, avec ses Agences d'Exécution (APIX SA, SAED et ASERGMV), cherche à atteindre ses objectifs, en mettant en place un modèle d'attribution des terres qui sécurise aussi bien les petites exploitations familiales que les investissements privés au niveau ses neuf communes cibles dans les régions de Saint-Louis et Louga.

Sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural du Sénégal, le Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS) contribue à l'atteinte des objectifs du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS), volet agricole du Plan Sénégal Emergent (PSE). Il cherche à favoriser l'investissement privé, en partenariat avec l'APIX SA, dans les chaînes de valeur horticoles à fort potentiel de valeur ajoutée, de compétitivité, de création d'emplois et de stimulation des exportations agricoles.

Dans cette perspective, le PDIDAS appuie les communautés à travers

la réalisation d'infrastructures (notamment l'irrigation), l'assistance technique aux institutions publiques clés (en particulier les communes) et au secteur privé (y compris les petits exploitants agricoles engagés dans l'agriculture commerciale) tout au long des chaînes de valeur de l'agro-business.

Sur ce registre, le PDIDAS aide à créer les conditions nécessaires pour inciter les investisseurs privés à participer au développement de l'agro-business porté par la communauté, d'une manière à promouvoir la participation inclusive des petits exploitants et des PME.

Une contribution à hauteur de 37% à l'objectif de Mise à disposition Accélérée du Foncier du PSE II



A travers son volet foncier, le PDIDAS constitue un projet phare du PSE, mis en œuvre par le Gouvernement du Sénégal.

Pour la Coordinatrice du PDIDAS, Madame Ndeye Coura Mbaye Diop, le PDIDAS a su développer un modèle innovant d'agrobusiness d'abord basé sur la sécurisation foncière et la mise en place des Bureaux Fonciers dans les Communes d'intervention du Projet. Cela a permis à ce jour de régulariser 73 566 hectares, contribuant ainsi à hauteur de 37% à l'objectif de Mise à disposition

Accélérée du Foncier du Plan Sénégal Emergent II, fixé à 200 000 ha à l'horizon 2024 renseigne-t-elle.

C'est dans ce cadre, que le PDIDAS a facilité une mise à disposition volontaire de terres d'une assiette foncière de 19 364 hectares de la part des communautés.

Outre son aspect sécurisant pour les populations et les investisseurs privés, le modèle d'agrobusiness du PDIDAS est basé sur un processus transparent et participatif.

En effet, les investisseurs sont sélectionnés à travers un Appel à Projets d'investissement lancé au niveau national et international.

D'où le PDIDAS constitue aujourd'hui un modèle innovant de promotion et de développement de l'agrobusiness dans un climat social apaisé et un respect strict de l'environnement. Ce qui a valu au PDIDAS d'être cité en exemple au Sénégal et dans la sous-région ouest africaine.

La mise en œuvre de ce modèle a permis la signature des accords de partenariat tripartite entre investisseur, communes et communautés et à la réalisation d'aménagements hydro-agricoles.

Un investissement dans les aménagements en infrastructures d'irrigation de plus de 26 milliards FCFA



Dans son objectif de développement de l'Agro-business, le processus de sécurisation foncière processus est accompagné de la réalisation d'infrastructures hydroagricoles structurantes. C'est ainsi qu'en 2019, 7 milliards de francs CFA ont été déjà injectés et cette année, des travaux d'aménagement des assiettes foncière d'un coût de 19.5 milliards FCFA sont en cours, pour améliorer de manière significative l'accès des communautés à l'eau d'irrigation et aux infrastructures modernes de production.

Outre la remise en eau et l'amélioration des conditions d'irrigation dans les zones autour du Ngalam, ces travaux d'irrigation offrent un potentiel d'irrigation de 9 300 ha et contribuent également à la reprise et l'amélioration de la pêche dans la zone et d'amélioration de l'écosystème par le développement de la base de repli des oiseaux en période d'assèchement et de nettoyage des marigots du Djoudj.

L'Opération Pilote de Ngnith, un laboratoire d'expérimentation du modèle de partenariat Investisseurs/Communes/Communautés dans l'agrobusiness.

Les résultats obtenus sont très encourageants : 200 hectares de terres sont aménagés au profit de cinq (5) GIEs de la commune de Ngnith (dans le département de Dagana) pour un milliard d'investissement. A ce jour, 14 979 tonnes de produits horticoles (Patate douce, Oignon, Arachide, Manioc, Pastèque, Aubergine, Gombo, etc.) ont été récoltées, représentant un chiffre d'affaire de près de 2,45 milliards de FCFA. A cela s'ajoute une création

de 3 967 emplois dont 40% au profit des femmes. Ce qui constitue pour le PDIDAS une contribution majeure à la production horticole nationale, et à la création d'emplois en milieu rural.

Pour la coordinatrice du PDIDAS, ce processus de promouvoir l'investissement privé se poursuit avec un nouvel Appel à Projets sur une superficie de 5 213 hectares de terres agricoles dans les régions de Louga et de Saint-Louis.

Une occasion également saisie par les communautés et collectivités bénéficiaires pour saluer l'appui important du Projet dans le développement socio-économique de leurs localités. D'où le souhait du Président du Collectif des Maires de la zone d'intervention du PDIDAS, El Hadji Aliou Sarr, pour une nouvelle prorogation du Projet lui permettant de toucher davantage de bénéficiaires.



Entretien avec...

Mme Ndeye Coura Mbaye Diop
Coordonnatrice du PDIDAS

“ Plus deux milliards éjectés pour accompagner les producteurs agricoles ”

L'horticole est un secteur important de l'agriculture au Sénégal, touchant une frange importante des populations. C'est aussi un secteur dans lequel les producteurs éprouvent d'énormes difficultés de financement devant les permettre d'accroître leurs productions. Mais pour répondre à ce grand défi, le PDIDAS met en œuvre un important programme d'accompagnement par le financement des associations de petits producteurs et Petites et Moyennes Entreprises (PME) agricoles des régions de Louga et de Saint Louis.

Le PDIDAS étant installé dans le Nord du pays, quel est sa contribution dans le développement socio-économique de ces localités ?

Le PDIDAS est un projet de 43 milliards de francs CFA et le financement est destiné à des réalisations dans les régions de Louga et de Saint Louis. Donc vous pouvez constater avec moi de l'ampleur et de l'importance de la contribution du Projet dans le développement socio-économique de ces localités.

Depuis sa mise en place en 2014, le Projet PDIDAS contribue à l'atteinte des objectifs du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS), volet agricole du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Dans cet élan, le PDIDAS appuie les communautés à travers la réalisation d'infrastructures (notamment des aménagements hydroagricoles, des pistes d'accès, des infrastructures post-récoltes), l'assistance technique aux institutions publiques clés (en particulier les communes) et au secteur privé (y compris les petits exploitants agricoles engagés dans l'agriculture commerciale) tout au long des chaînes de valeur de l'agro-business.

A cela s'ajoute le programme du Fonds à Frais Partagés qui est un mécanisme de financement des petits producteurs et des PME s'activant dans les filières horticoles. Aujourd'hui, à travers ce mécanisme le PDIDAS a pu augmenter le volume des investissements privés dans l'agriculture et particulièrement dans les chaînes de valeur horticoles.

Grâce à ces réalisations, des quantités de produits horticoles sont périodiquement récoltées et créant surtout des milliers d'emplois dont

des femmes et des jeunes de ces régions.

Comment fonctionne le programme des Fonds à Frais Partagés et quels sont aujourd'hui les succès ?

A ce jour, 40 sous-projets d'associations de petits producteurs dans la région de Saint Louis et de Louga ont été financés dans le cadre de ce programme, moyennant une contrepartie des promoteurs. Au total, ce sont 1 421 personnes en

qui annihile toute tentative de détournement d'objectif des sous-projets.

Grâce à ce partenariat avec la LBA dont nous saluons le concours et l'implication du Directeur Général, la plupart des sous projets financés sont en cours de mise en œuvre et nous attendons dans quelques semaines d'importantes quantités et des performances dans la production horticole de la zone.

“ A ce jour, 40 sous-projets d'associations de petits producteurs dans la région de Saint Louis et de Louga ont été financés dans le cadre de ce programme, moyennant une contrepartie des promoteurs.”

Quel est le montant total de cet appui ?

Le volume global de financement dans la région de Louga est de 898 446 072 FCFA avec une contrepartie des bénéficiaires de 227 343 796 FCFA et une

subvention du projet de 671 102 276 FCFA.

Concernant la région de Louga, le montant de la subvention globale pour les vingt-cinq (25) sous projets de petits producteurs est de 1 242 901 986 FCFA.

Globalement, plus de deux milliards FCFA ont été éjectés pour accompagner les producteurs agricoles surtout avec des subventions qui varient entre 20 à 98 millions FCFA.

Comment ces organisations ont été sélectionnés pour bénéficier des financements ?

Le processus de sélection des bénéficiaires a été sous-tendu par une vaste campagne d'information menée par le Projet à travers des sessions d'information organisées au niveau régional et dans chacune des communes de la zone d'intervention. Cette démarche a valu au Projet de recevoir dans les deux régions un nombre important de demande

ont bénéficié à travers des projets, avec comme objectif d'accroître la production horticole nationale. Ces financements sont destinés à l'acquisition et l'installation de réseaux d'irrigation de précision, la mise en place de clôture et de haies vives pour la protection des parcelles de culture, la construction de magasins polyvalents et l'acquisition d'intrants agricoles.

Le PDIDAS a initié les membres des GIE bénéficiaires aux procédures allégées de passation des marchés leur permettant ainsi de sélectionner en toute transparence les entreprises et fournisseurs pour la réalisation des aménagements et la mise en valeur.

Dans la mise en œuvre, un protocole d'accord est signé entre le PDIDAS et La Banque Agricole (LBA) pour, d'une part, faciliter la mobilisation de la contrepartie de la plupart des bénéficiaires par l'octroi de crédit, et d'autre part, sécuriser les fonds via un mécanisme de décaissement



(400) qui témoigne du succès de la campagne d'information et de sensibilisation. Les sous-projets jugés éligibles ont été présentés au Comité Local d'Attribution (CLA) pour une sélection définitive.

Les autorités administratives et élus locaux ont été fortement impliqués dans le processus. En effet, chargé d'approuver les Sous Projets éligibles au financement, le CLA, dirigé par le Gouverneur de Région, est constitué des services techniques compétents, des membres de la société civile mais également des maires des neuf communes d'intervention du Projet.

Comment ces résultats comptent-ils booster l'agriculture ?

Grâce à la mise en œuvre des Sous Projets du Fonds à Frais Partagés, nous assistons à une augmentation et une diversification des productions horticoles ainsi que la création d'emplois. D'ailleurs, nous venons d'apprendre qu'un seul bénéficiaire, une PME dans la commune de Diama, vient de récolter plus de 2 000 tonnes prévues à l'exportation.

Quelle est la place de la femme et des jeunes dans ce programme ?

Les femmes et les jeunes sont parmi nos bénéficiaires. Les femmes sont

très bien représentées dans les GIE et également nous accordons une attention particulière à leur participation dans l'exécution du projet. Par exemple dans l'Opération Pilote de Ngnith, dans le Département de Dagana, deux des cinq organisations bénéficiaires sont des un Groupement de Promotion Féminine (GPF) alors que la plupart des femmes sont aussi membres dans trois autres GIE. Nous avons vu également dans cette zone des jeunes qui disent préférer rester chez eux et travailler que d'émigrer. Ce qui est aujourd'hui une vraie réponse à l'émigration clandestine des jeunes.

Y-a-t-il d'autres actions en faveur des producteurs dans la zone d'intervention du PDIDAS ?

Dans l'ensemble, le PDIDAS compte plusieurs volets importants en faveur des producteurs. C'est le Programme d'Accompagnement des Communautés qui a pour objectif de cultiver et d'entretenir la cohésion sociale autour des offres foncières, préserver la motivation des communautés et les préparer à une gestion efficiente des aménagements et un partenariat

fécond avec les investisseurs. Il comprend deux volets principaux : l'appui au financement des activités génératrices de revenus et le renforcement des capacités des acteurs locaux.

Alors que le PDIDAS finit en juin 2020, avez-vous des craintes pour ces fonds alloués ? et qu'est-ce que le PDIDAS prévoit pour pérenniser ce programme ?

La démarche inclusive du Projet favorise en elle-même sa pérennisation et consolidation des acquis par les acteurs. Une stratégie de désengagement progressif est mise en place par le Projet. Pour cela des actions de pérennisation sont en train de se dérouler dont une série de formations et la responsabilité de plus en plus accrue des communautés mais aussi des Communes bénéficiaires du Projet. De même, la SAED, l'APIX SA et l'ASERGMV qui sont des Agences d'exécution du Projet auront la responsabilité de poursuivre l'accompagnement des communautés et des Communes, la consolidation des acquis du projet.

Babacar Sene

Le PDIDAS appuie l'autonomisation des femmes

A travers son programme des Fonds à Frais Partagés, le PDIDAS apporte un soutien significatif aux femmes productrices agricoles des régions de Saint Louis et de Louga. Les FFP ont permis aux femmes d'accéder aux financements au même titre que les promoteurs hommes. Sur 45 sous-projets financés, 6 sont exclusivement détenus par des groupements de femmes qui ont bénéficié d'un montant total de 233 millions F CFA. Par ailleurs, les femmes représentent près de 60% des membres des GIE bénéficiaires des financements. Cela contribue significativement à relever le niveau d'accès des femmes au financement agricole. Il s'agit de subventions financières accordées pour accompagner les producteurs et PME de la localité à améliorer la production et la chaîne de valeurs horticole. Parmi ces bénéficiaires figure madame Sokhna Mbodji, productrice agricole du village de Boundoum, dans le département de Dagana. Par ailleurs présidente du GIE Mame Abdou Aziz Dabakh, madame Mbodji, dit magnifier cette démarche du PDIDAS à contribuer à l'autonomisation économiquement des femmes. **“Les femmes sont bien intégrées dans les financements du FFP et nous nous en réjouissons fortement. Nous ferons un bon usage de ces fonds pour honorer la femme puis participer à la réussite du PDIDAS”** nous déclare-t-elle.

Outre cet appui, le PDIDAS renforce également les droits des femmes dont l'accès des femmes à la terre et aux facteurs de production. Sur ce sujet, le spécialiste Suivi Evaluation du PDIDAS, Malick Diop, nous renseigne que **“10% des titres d'affection dans le cadre de la campagne de régularisation foncière sont affectés aux femmes”**. D'ailleurs révèle monsieur Diop : **“une analyse par commune montre cependant qu'il y a des avancées assez prometteuses dans certaines localités comme Gandon (18,74%), Ndièbene Gandiol (11,62%) et Diama (11%) où les femmes ont le plus bénéficié des activités de régularisation”**.

A noter aussi que **“les femmes sont très bien représentées dans les organes de gestion de foncier”** souligne-t-il pour montrer une bonne implication des femmes dans la gouvernance foncière à travers le renforcement de leur capacité et leur représentation dans les organes locaux de sécurisation foncière (Comités de Gestion des Conflits Fonciers, les Comités Techniques d'Appui à la Sécurisation Foncière et les Comités de Gestion des POAS).

Le Mot de...

M Abdou Karim SALL, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable.



“Je félicite l'équipe du PDIDAS et son ministère de tutelle pour leur engagement envers la protection des forêts. La matérialisation de nos aires protégées permettra à terme d'avoir une exhaustivité des limites des forêts classées dont dispose le Sénégal. La dernière délimitation connue de ces forêts date d'avant les indépendances. Il s'agit là d'un résultat pratique qui sera inscrit dans le Plan Sénégal Emergent Vert. C'est un travail important qui mérite d'être dupliqué dans les autres régions du Sénégal pour une meilleure protection de nos aires protégées”.

Propos recueillis lors de sa visite des travaux de bornage et de pancartage des forêts classées et réserves naturelles le vendredi 11 septembre 2020 à Rao.

Cette activité financée par le PDIDAS a permis le bornage et le pancartage de 10 200 hectares de forêt classée dans la région de Saint-Louis.



La Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Senegal: Journée Virtuelle Portes Ouvertes (JVPO)

“Présenter la CNAAS et l'Assurance Agricole à travers les différents produits développés et commercialisés devant un panel composé d'acteurs de l'Agriculture”.

Une Journée à pérenniser

Une édition la première du genre pour la CNAAS dans le cadre de ses activités de communication et du développement de l'Approche Assurancière qui se veut une occasion de partagés, d'échanges entre les acteurs et intervenants du secteur agricole sur les missions les produits d'assurances et les ambitions.

L'Assurance Agricole (AA) est devenue incontournable dans la gestion des activités liées aux Métiers de

l'Agriculture qui occupent la majorité de la population et constituent la principale source de revenus des ménages vulnérables.

La JVPO de la CNAAS est véritablement une opportunité de vulgariser les produits d'assurance et amener les acteurs du secteur à s'approprier de l'assurance agricole pour mieux sécuriser leurs patrimoines.

L'objectif visé à travers la JVPO est de présenter la CNAAS et l'Assurance Agricole à travers les différents produits développés et commercialisés devant un panel composé d'acteurs de l'Agriculture.

Elle est aussi une opportunité pour les acteurs et intervenants du domaine agrosylvopastoral d'échanger sur des expériences, des vécues avec l'Assurance Agricole.

La lutte pour la réduction des risques agricoles et le renforcement de la résilience des agriculteurs pour accompagner le développement de l'Agriculture.

La CNAAS est créée dans le contexte de Mitigation des risques agricoles capables de rendre l'environnement du secteur de l'agriculture propice à l'intervention des institutions financières et des investisseurs.

De ce fait la mise en place de la CNAAS devenait une impérieuse nécessité pour répondre à cet impératif conformément aux orientations de la Loi d'Orientation Agro Sylvopastorale (LOASP) notamment l'assurance non seulement aux agriculteurs contre les risques de calamités naturelles et ceux liés aux activités agrosylvopastorales mais aussi à la sécurité des productions des revenus et des équipements des agriculteurs.

C'est aussi l'accompagnement de l'état du Sénégal dans la mise en œuvre des régimes d'assurance agricole et la planification de leur stratégie de pérennisation.

Et enfin C'est l'apport contributif à la modernisation de l'Agriculture sénégalaise en aidant à rendre

plus visible et plus transparent les systèmes de protection contre les calamités naturelles et les risques liés aux activités agrosylvopastorales et la promotion du développement de l'industrie agricole au Sénégal en plus des produits nouveaux.

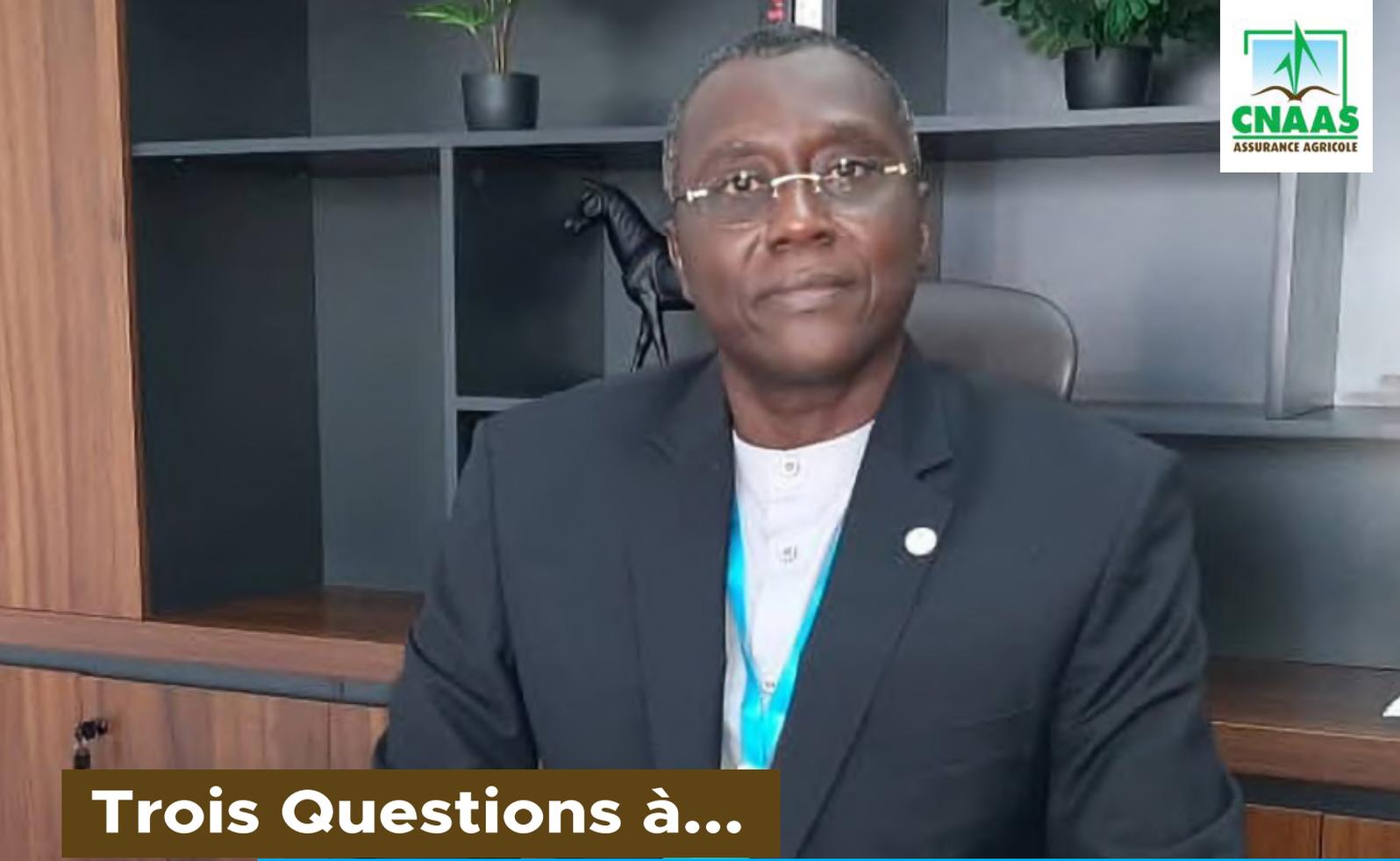
La CNAAS s'est engagée à côté de l'état qui subventionne la prime d'assurance à payer à hauteur de 50% dans la lutte pour la réduction des risques agricoles et le renforcement de la résilience des agriculteurs pour accompagner le développement de l'Agriculture.

Les partenaires techniques et financiers sur lesquels compte la compagnie reconnaissent l'assurance agricole comme un des mécanismes innovants de gestion des risques agricoles un moyen d'augmenter la résilience et de développement du financement rural.

Elle est devenue aujourd'hui incontournable dans la gestion des activités liées au métiers agricoles

et un outil indispensable dans le mécanisme de prévention de leurs risques et tend entre autres vers la construction d'infrastructures de marchés du risque agricole et le Développement de l'approche "assurancière" avec une plateforme de partenaires composés de la recherche agronomique, de la statistique agricole, de la météorologie, de l'encadrement et du Conseil agricole, des "agrégataires" réunissant les sociétés régionales de développement rurales, les prestataires de services agricoles, les fournisseurs d'intrants, de matériels et d'équipements agricoles etc., de la microfinance des banques, des réassureurs et PTF autour des Assureurs et Organisations professionnelles Agricoles

Son capital initial de 1.500.000 000 de Francs CFA s'est vu augmenter de 3.155.490.000 francs et elle fait office de pionnière dans son domaine au niveau de la Zone CIMA (Conférence Internationale des Marchés d'Assurance)



Trois Questions à...

Mouhamadou Moustapha Fall Directeur Général de la CNAAS

Pouvez-vous revenir sur l'organisation de cette JPOV dans ce contexte marqué par la Covid-19 et ses corollaires ?

La journée portes ouvertes virtuelle (Jpov), qui nous regroupe aujourd'hui, a pour objectif de vous présenter la Cnaas et l'assurance agricole à travers les différents produits développés et commercialisés et d'échanger sur les retours d'expérience en tant qu'acteurs et intervenants privilégiés du secteur agricole. La journée portes ouvertes virtuelles de la Cnaas est une opportunité de vulgariser les produits d'assurances et amener les acteurs du secteur à s'approprier l'assurance agricole pour mieux sécuriser leurs patrimoines.

La Cnaas, à travers ses journées portes ouvertes, vise **“ à mieux**

réussir à mettre sur le marché national une offre correcte en matière d'assurance agricole, à développer une bonne stratégie commerciale et une bonne communication sur l'importance de l'assurance agricole .”

Quelle importance pour l'assurance dans l'Agriculture et aux acteurs agricoles ?

L'assurance agricole est devenue incontournable dans la gestion des activités liées aux métiers de l'agriculture qui occupent la majorité de la population et constituent la principale source de revenus des ménages vulnérables.

La couverture des risques agricoles est-il englobant comme mission essentielle?

La CNAAS est une compagnie

d'assurance spécialisée dans la couverture des risques agricoles, sa mise en œuvre fait du Sénégal un pionnier en matière de couverture des risques agricoles dans la zone Cima (Confédération interafricaine des marchés d'assurance).

Entre autres missions, la Cnaas se charge d'assurer les agriculteurs contre les risques de calamités naturelles et ceux liés aux activités agro-sylvo-pastorales, d'assurer la sécurité des productions, des revenus et des équipements des agriculteurs, d'accompagner l'État du Sénégal dans la mise en œuvre des régimes d'assurance agricole prévus par la Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale (Loasp)

La rédaction

La Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Senegal: Journée Virtuelle Portes Ouvertes (JVPO)

“Elargir et continuer à renforcer le partenariat avec toutes les structures pour développer nos produits d'assurance.”

Telle est la conviction de **M Oumar Cissé Sow, Directeur Technique et Commercial de la CNAAS**. Il faisait cette déclaration lors des JPO virtuelles que sa compagnie organisait à Dakar.

Une occasion saisie par Mr Sow d'étaler les produits la CNAAS qui selon lui commercialise un certain nombre de produits notamment l'assurance unité de pêche artisanale, l'assurance matériels et équipements agricoles, l'assurance récoltes spécifiées, l'assurance indicielle pluviométrique.

Al'en croire, la Cnaas met, également sur le national, l'assurance des stocks agricoles, l'assurance mortalité du bétail tous risques, l'assurance mortalité du bétail par accident, l'assurance professionnels de viande et l'assurance mortalité de volailles.

Concernant l'utilisation de la technologie, la Cnaas, d'après M. Sow, ambitionne l'usage de satellites pour le développement de nouveaux indices notamment le couplage de pluviomètres et informations satellite indispensable dans une première phase mais également l'intensification et la reproduction de solutions technologiques mobiles dans la distribution des produits d'assurance, le traitement et règlement des sinistres.

Mr Sow estime que sa compagnie couvre tout le pays contre la sécheresse, grâce à l'utilisation de ces données satellitaires

“Nous utilisons aujourd'hui ces données satellitaires pour développer de nouveaux indices.



M Oumar Cissé Sow
Directeur Technique et Commercial

Tous les villages du Sénégal aujourd'hui peuvent être couverts contre la sécheresse sans déclaration et sans constat de sinistre”,

M. Sow a en outre annoncé que la CNAAS allait utiliser des solutions technologiques mobiles pour la production des polices d'assurance pour le traitement et le règlement des sinistres.

“A cet égard, c'est cette année même, en 2021, que nous comptons lancer un projet pilote sur la digitalisation des paiements”, a-t-il fait savoir.

“Nous allons utiliser nos données et des données satellitaires pour pouvoir indemniser ces victimes”, a-t-il ajouté.

Selon M. Sow, la CNAAS couvre plusieurs secteurs d'activités dans le

pays et compte élargir et continuer à renforcer son partenariat avec toutes les structures qui l'appuient pour développer ses produits d'assurance.

En termes de perspectives, le directeur technique souligne, entre autres, le renforcement des capacités internes de la Cnaas sur le développement des indices, le renforcement des capacités des partenaires techniques clés sur le développement des indices (SAED, ANACIM, ISRA, DAPSA, etc.), le renforcement des infrastructures de collecte de données et du système de gestion des bases de données, le renforcement du partenariat (USAID, PAM, UE, BOAD, AMC etc.)

La rédaction

Projet Tiers Sud - Bey Daare (PTS)

Projet d'amélioration de la Productivité Agricole et de la Sécurité Alimentaire dans le Sud du Sénégal



La validation du Plan de Travail du Budget Annuel (PTBA) 2021

du Projet Tiers Sud Beydaare (PTS) a été l'ordre du jour de la rencontre qui a réuni le Comité de pilotage .

Le PTBA 2021 dont le budget s'élève à cinq milliards trois cent vingt-neuf millions huit cent quatre-vingt-deux mille cent trente-deux (5.329.882.132) FCFA a été adopté à l'unanimité des membres du COPIL.

Beaucoup de points ont été soulevés lors de cette rencontre portant sur la nécessité pour le projet d'apporter son appui aux trésors départementaux et d'éclairer sur la CDIA dans le Bassin de l'Anambé ;la responsabilisation des collectivités territoriales dans la démarche de gestion foncière la communication les aménagementsnotamment ceux de Samba Ngara, l'actualisation de la liste des pesticides interdits au Sénégal, la place de la recherche dans l'accompagnement à la fortification des aliments et dans la mise en œuvre du PTS ; la subvention à la filière lait et l'importance de la prise en compte de l'aménagement pour les éleveurs autant que celui pour les agriculteurs ; la préparation

de la prochaine période hivernale avec la mise à jour de la liste des pistes de production à aménager dans le cadre du PTS.

Autant de suggestions observations recommandations et questions, auxquelles le Coordonnateur a promis de prendre en compte .

Charte du Domaine Irrigué et Aménagé du Bassin de l'Anambé. (CDIA)

En ce qui concerne la charte du domaine irrigué de l'Anambé elle doit prendre aussi bien en compte le foncier irrigué que le foncier aménagé d'où la nouvelle appellation de Charte du Domaine Irrigué et Aménagé du Bassin de l'Anambé. (CDIA) informe le Coordinateur qui a en outre affirmé sa volonté de voir l'appui aux trésors départementaux se matérialiser par un appui institutionnel (matériel et financier) pour leur permettre de jouer leur rôle dans le cadre de l'appui budgétaire avec les communes qui disposent chacune d'un compte en leur sein.

Le Coordonnateur a aussi souligné que le PTS fait beaucoup d'efforts dans la communication de ses activités réalisées. C'est la raison pour

laquelle, il est présent à toutes les conférences territoriales organisées dans sa zone d'intervention bien que l'accent soit mis à Vélingara et Tambacounda.

Cependant, tous les maires concernés de Kédougou et Salémata sont informés de toutes les activités qui se déroulent dans leurs collectivités.

Le Coordinateur a confirmé l'aménagement de la Vallée de Samba Ngara, prévu

cette année avant le début de l'hivernage ainsi que l'actualisation de la liste des pesticides prévue dans le cadre de l'EIES, avec BAMTAARE et la CLM.

Quant à la filière lait, le Cordinateur réaffirme son appui qui concerne toute la chaine de valeur de la productivité du lait à la détermination des zones à vocation pastorales avec les POAS, en passant par l'aménagement de mares et de parcours de bétails avec le FAI.

Enfin, pour les pistes, la liste provisoire sera confirmée après l'étude de faisabilité.

La complexité du PTS est relevée au cours de cette rencontre; elle résulte de la diversité des partenaires et des composantes avec leurs procédures à respecter d où la nécessité d un accompagnement par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération (MEPC) à travers la Direction de l Ordonnancement des Dépenses Publiques (DODP) du Projet d'amélioration de la Productivité Agricole et de la Sécurité Alimentaire dans le Tiers Sud du Sénégal/Projet Tiers Sud -Bey Daare (PTS) à atteindre ses objectifs.

Astou Diop

Projet Tiers Sud - Bey Daare (PTS)



M. Abdou Niang THIAM
Coordonnateur du Projet Tiers Sud-Bey Daare

“Consolider les acquis sur l’emploi 150 jeunes filles âgées de 18 à 35 ans en moyenne de consolider leurs activités et de réduire considérablement l’exode et l’immigration. assurer un emploi décent à environ 55 jeunes diplômés en plus de 210 relais villageois et de l’enrôlement de plus de 344 jeunes . De quoi être satisfait pour un Coordinateur de projet en parcourant les acquis du Projet Tiers Sud Bey Daare en termes d’emplois des jeunes diplômés créés dans ses zones d’interventions notamment à Kedougou kolda et Tambacounda “ note M. Abdou Niang THIAM, le Coordinateur du Projet Tiers Sud-Bey Daare basé à Kolda. Dans le cadre du recrutement du Projet Tiers Sud-Bey Daare, l’accent est mis sur le recrutement de jeunes diplômés résidents dans la zone d’intervention du Projet. De l’avis de M. Niang : **“les emplois créés pour les jeunes diplômés dans les zones d’intervention du projet sont déterminants en terme de nombre, de revenus créés et de durée de travail pour une bonne mise en œuvre du programme d’exécution.**

notamment la mise en œuvre du Volet Sécurité Alimentaire et nutritionnel, la mise en œuvre de la Stratégie de territorialisation des filières agricoles ,la consolidation des Emplois Agricoles pour les jeunes (transformatrices, les minoteries)”.

L’exemple le plus illustratif est le recrutement d’un Opérateur Sécurité Alimentaire et Nutritionnel qui a recruté 26 jeunes diplômés, 210 relais villageois.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Volet Sécurité Alimentaire et nutritionnel, le projet a recruté un opérateur Sécurité alimentaire qui a procédé au recrutement dans chaque zone d’intervention du projet notamment à Kolda, Kédougou et Tamba de 26 jeunes diplômés.

Dans le cadre du Développement Local et l’Appui à la mise en place du FAI ce sont 14 emplois créés également .

“En plus, le projet a procédé au recrutement d’Opérateurs dans la Filière lait où 4 emplois ont été créés et dans la filière Banane avec 5 emplois et la mission de contrôle CIRA avec 6 emplois créés

soit somme toute 1.926.197.150frs CFA que le projet Tiers Sud-Bey Daare a investi pour assurer un emploi décent à environ 55 jeunes diplômés en plus de 210 relais villageois” informe M. Niang

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de territorialisation des filières agricoles, M Niang informe que le projet Tiers sud-Bey Darre a mis en place une stratégie portant sur une meilleure maintenance de la valeur ajoutée dans chaque terroir notamment au niveau de Notre département où un fort est noté sur le maintien au niveau , des jeunes dans leur terroir.

Il a en outre informé qu’à cet effet, **“ en plus de l’appui à la production, des actions de mise en relation à travers la signature de contrat de production et d’achat ont été entamées en 2020.”**

A noter également **“le projet a mis en place une ligne de crédit d’un milliard sous”**la forme de fonds levier pour renforcer cette stratégie de territorialisation des filières dans sa zone d’intervention. Ce qui a conforté les résultats de la mise en place de cette stratégie”

Une participation active du Projet dans l'emploi des jeunes

rassure M Abdou Niang Thiam qui révèle en outre que le Projet Tiers Sud-Bey Daare a accompagné les Conseils régionaux de la jeunesse de Tambacounda, Kolda et Kédougou à travers :

- L'appui à la mise en place de semences de maïs ;
- l'Établissement de contrat d'achat et la mise en relation avec les minoteries pour l'achat de la production de maïs ;
- la Mise en relation des minoteries avec les structures d'achat de produits de la transformation ;

Le Coordinateur s'est dit satisfait des résultats portant sur la consolidation et l'appui au retour des jeunes à la terre qu'il considère très probants grâce à l'appui à la mise en culture de 410 ha de maïs ; la Production de plus de 830 tonnes de maïs, l'enrôlement de plus de 344 jeunes et l'amélioration de revenus d'environ 124 000 000 frs CFA obtenus pour la campagne agricole 2020/2021.

La consolidation des emplois des minoteries a consisté non seulement au recensement des minoteries présentes dans la zone d'intervention du projet ,mais aussi à l'évaluation de leur capacité de production et à la mise en relation dès le mois de



décembre 2020 pour l'achat des produits de la transformation et la mise en relation des minoteries avec les producteurs pour l'achat de la production locale de maïs et tout cela de l'avis du Coordinateur " est représenté en termes de valeur par un montant de 26 496 800 francs investis dans l'achat des produits issus des unités de transformations locales permettant ainsi à plus de 150 jeunes filles âgées de 18 à 35 ans en moyenne de consolider leurs activités et de réduire considérablement l'exode et l'immigration. (Kedougou,Salemata,

Koukane,Tambacounda et Velingara)"

A noter que le Comité de Pilotage du Projet Tiers Sud - Bey Daare s'est réuni en début Mars 2021 à Tambacounda et a annoncé que cette année 2021 sera marquée par l'arrivée de tous les Opérateurs chargés de la mise en œuvre des activités sur le terrain dans les différentes filières Banane et Lait mais aussi dans le Développement local et la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

C'est un Projet d'Amélioration de la Sécurité Alimentaire et d'Appui à la Nutrition dans les terroirs ruraux des 20 communes des départements de Vélingara de Tambacounda de Kédougou et de Salemata d'un montant environ de 31 milliards accompagné par l'État du Sénégal, l'Agence Française au Développement (AFD) et l'Union Européenne (UE) avec l'objectif de développement durable des terroirs ruraux et d'amélioration de la sécurité alimentaire.



Astou Diop

Projet Tiers Sud - Bey Daare / SODAGRI

Les impacts du projet salués par les bénéficiaires



Le Directeur de l'**Agence Française de Développement (AFD)** en mission à Kédougou apprécie le niveau d'exécution des activités de la composante 3 "**filets de sécurité et résilience des plus vulnérables**" du Projet .

Les impacts du Projet salués par les bénéficiaires à Kédougou notamment la dynamique communautaire; le désenclavement, la génération de revenus et l'accès aux marchés et produits alimentaires ont sanctionné positivement la visite de la mission conjointe des parties prenantes du projet sous le Lead de l'AFD qui ont donné satisfaction à son Directeur .

Tels sont les enseignements que l'on peut tirer de la Mission Conjointe des parties prenantes du projet "**d'Amélioration de la Productivité Agricole et de la Sécurité Alimentaire**" notamment le Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet Tiers Sud ; le Directeur de l'**Agence Française**

de Développement (AFD) ; le Responsable de l'Antenne de la SODAGRI - Kédougou; le Chef de mission de l'opérateur **CRS/CARITAS** le Responsable du volet filets de sécurité de l'opérateur **CRS/CARITAS** et les Animateurs du projet Tiers Sud Bey Daare du département de Kédougou qui s'est rendue dans le département de Kédougou ce 17 Mars dernier dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des activités du projet dans sa composante 3 : "**filets de sécurité et résilience des plus vulnérables**" .

Une visite dont le but était d'apprécier le niveau d'exécution des activités de la composante 3 "**filets de sécurité et résilience des plus vulnérables**" mise en œuvre par le groupement CRS/CARITAS a permis de comprendre les services délivrées par les différents volets de la composante 3 du projet et sur la méthodologie de travail .

Les mécanismes mis en place pour le choix de zones d'intervention et l'enrôlement des bénéficiaires ont fait l'objet d'explication et adossés non seulement au niveau d'implication des autorités locales (chefs de village, Maire, Sous-Préfet, leaders communautaires etc...) mais aussi aux critères géographiques et catégoriels utilisés dans le choix de zones d'intervention et l'enrôlement des bénéficiaires ,au niveau de collaboration avec les communautés à travers les organisations communautaires de base ; et à la prise en compte des interventions par **GRAPPE** et des critères d'appréciation (la survenue de choc, la dynamique communautaire; l'enclavement, les difficultés d'accès aux marchés et produits alimentaires etc...)

À cette occasion le périmètre maraicher des femmes du quartier de Fadiga a fait l'objet de visite par l'équipe de la mission qui a échangé avec ces dernières sur les aspects

relatifs au mode de fonctionnement et de gestion de leurs activités maraichères.

Ainsi les mécanismes de financement des activités soutenus par des cotisations individuelles en espèce ou en nature par les membres du groupement de même que les effets et rendements des activités sur le niveau de vie des familles des femmes qui s'activent autour du périmètre maraicher, les investissements opérés par les femmes pour la disponibilité de l'eau et de la clôture et l'exploitation des recettes générées par les activités maraichères ont fait l'objet de discussions au cours de cette visite où les femmes ont plaidé pour l'extension de leur périmètre.

Un gain de cause obtenu par les femmes de voir leur périmètre en extension déjà répertorié sur la liste des groupements à appuyer avant de se voir bénéficier d'un appui en semences du projet remis par le directeur de l'**Agence Française de Développement (AFD)** pour les encourager dans leur élan.

Des visites de courtoisie ont animé la mission notamment au Maire de la commune et au Sous-Préfet de Bandafassy qui ont permis à l'équipe de la mission de recueillir les avis et impressions des autorités locales et administratives qui ont saisi cette occasion pour faire part de leur satisfaction sur le choix de l'opérateur **CRS/CARITAS** et du démarrage du programme venu à son heure et de leur disponibilité doublée d'engagement à accompagner les acteurs du programme Tiers Sud Bey Daare pour l'atteinte des objectifs au bénéfice des populations.

Mais aussi des visites de session de démonstration culinaire par le comité villageois en collaboration avec les acteurs communautaires du projet Tiers Sud Bey Daare où les mères d'enfants bénéficiaires ont

reçu des repas communautaires et Bol Repas Amélioré respectivement des mains du Directeur de l'AFD et du Maire.

Cette session de démonstration culinaire a permis à l'équipe de la mission de communier avec les femmes bénéficiaires du programme sur les questions relatives à l'alimentation complémentaire de l'enfant et à la détection et la prise en charge de la malnutrition par l'insuffisance pondérale (Poids/ Age) et d'échanger avec elles sur les habitudes alimentaires au niveau communautaire sur les apports nutritifs ; sur les principes du mélange multiple (différents aliments combinés pour avoir un plat riche en nutriments) ; sur la nécessité de sensibiliser sur les bonnes pratiques alimentaires ; et sur l'interprétation du gain de poids et du statut nutritionnel de l'enfant 0-23 mois.

Au cours de cette visite, les services délivrés et le mode de fonctionnement de l'association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC) du quartier de Fadiga, ont été présentés à l'équipe de la mission par les femmes qui ont également profité pour faire part des objectifs fixés, à savoir la solidarité ; la création de richesses et l'autonomisation de la femme dans la prise en charge des besoins familiaux ;

L'équipe de la mission a profité de la présentation des différentes caisses gérées par les femmes et d'une séance de versement groupe AVEC du quartier de Fadiga de la commune de Kédougou.

Au niveau de la caisse d'épargne des cotisations hebdomadaires comprises entre 500 frs à 25000 frs CFA sont versées par chaque membre en fonction des possibilités du moment pour son fonctionnement,

Ces dernières sont redistribuées

par an aux différents membres pour leur permettre de développer des AGR individuelles dans le but de contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie familiales.

Au niveau de la caisse de solidarité un système est mis en place pour permettre à chaque membre de bénéficier d'un appui et/ou d'une assistance d'urgence en fonctions des besoins exprimés par l'intéressé ou le demandeur.

Suivant une cotisation individuelles de 200 frs par séance, elle offre à ses différents membres la possibilité de pouvoir subvenir aux besoins familiaux (Prise en charge des soins de santé, des frais de scolarité, la dépense quotidienne, les besoins courants).

Une évaluation faite en équipe a permis au Coordinateur du Projet Tiers Sud Bey Daare de revenir sur les orientations et préoccupations du bailleur, mais aussi sur les urgences programmatiques liées à la diligence dans le déroulement des activités de la composante 3 "**filets de sécurité et résilience des plus vulnérables**"; notamment les HIMO, les cantines scolaires, les initiatives communautaires (POG) etc...

La visite a pris fin sur une note de satisfaction du Directeur de l'AFD et de son équipe.

Pour rappel le Projet d'amélioration de la Productivité Agricole et de la Sécurité Alimentaire et d'Appui à la Nutrition dans les terroirs ruraux, le Tiers Sud du Sénégal/ Projet Tiers Sud -Bey Daare est un Projet d'un montant environ de 31 milliards accompagné par l'État du Sénégal, l'Agence Française au Développement (AFD) et l'Union Européenne (UE) avec l'objectif de développement durable des terroirs ruraux et d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Astou Diop

Projet Tiers Sud - Bey Daare

Atelier de formation sur les procédures de passations des marchés publics

Le Projet Tiers Sud – Bey Daare a organisé un atelier de formation sur les procédures de passations des marchés publics du Lundi 29 Mars au Vendredi 02 Avril 2021. Le Projet Tiers Sud (PTS) aura à passer des marchés pour le recrutement de bureaux d'études, d'entreprises et de fournisseurs.

L'objectif général de cette formation est de permettre aux agents de la SODAGRI/PTS une bonne compréhension des procédures de passation de marché en vue d'une meilleure mise en œuvre des plans de passation de marchés par tous les dispositifs de la structure et à tous les niveaux en respectant les directives en passation de marchés de l'AFD et le code des marchés publics du Sénégal. Les thèmes de la formation sont : i) Thème 1: Procédures de Passation des marchés de prestations intellectuelles (de l'AMI à la signature du contrat) ; ii) Thème 2 : Procédures de passation des marchés de travaux (de l'AAO à la signature du contrat) ; iii) Thème 3 : Procédures de passation des marchés de fournitures (de l'AAO à la signature du contrat) ; iv) Thème : la gestion des contrats de prestations intellectuelles, de travaux et de fournitures ; v) Thème 5 : Les modalités de contractualisation (temps passé ou au forfait).

Aminou Diop

Renforcer la contractualisation OP OM et UT

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, il est prévu l'achat de farine enrichie destinée aux enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aiguë modérée (MAM) et des vivres pour les cantines scolaires. Ainsi, le Groupement CRS/CARITAS, sous la supervision de la CLM compte mettre à la disposition de ces couches vulnérables des vivres de soudures (riz, maïs etc.) et de la farine enrichie produite par les unités de transformations existantes dans la zone. En effet, ces unités doivent s'approvisionner en maïs (OBATAMPA et variétés marchandes) auprès des producteurs appuyés par le Projet à travers son partenaire BAMTAARE. La stratégie de contractualisation définie dans le cadre du Projet, consiste d'une part à établir un contrat entre les producteurs et les unités de transformation et d'autre part, entre ces dernières et les opérateurs de marché. C'est dans ce sens que le Projet a organisé des journées de mise en relation entre les producteurs de maïs et les unités de transformation identifiées dans la ZIP.

Aminou Diop

Amélioration de la production laitière au Sénégal : AFRIVET réceptionne des génisses gestantes de races Jersiaise et Montbéliard



Les vaches sont importées par AFRIVET sise à Diamniadio et seront exploitées dans 03 fermes laitières au profit des éleveurs dans le cadre de l'amélioration de la production laitière au Sénégal.

Cette opération est saluée par Mr Ousmane Ndiaye Président du Comité ad Hoc pour la Mise en place de l'Interprofession Lait du Sénégal et se dit **“satisfait de toute démarche ayant pour centralité le développement de nos filières laitières locales.”**

“Concernant l'interprofession dira Mr Ndiaye **“toutes les industries laitières au Sénégal sont membres de l'interprofession mais, il faut noter que parmi elles, deux seulement intègrent le lait local dans leurs chaînes de production. Il s'agit notamment de la société Kirène et de la Laiterie du Berger de Richard Toll”**

Mr Ndiaye est revenu sur les enjeux dont le développement de la filière constitue un facteur important

Néanmoins, informe Mr Ousmane Ndiaye **“la vente du lait liquide local n'est pas confrontée à un problème de marché mais plutôt, à la disponibilité, à la sécurisation des approvisionnements en lait cru en toute saison”**

C'est pourquoi liste Mr Ndiaye un chapelet de solutions parmi lesquelles **“l'investissement massif des pouvoirs publics pour accompagner les filières agricoles**

et la mise en place de mécanismes d'incitation à l'investissement privé adapté et à la portée des acteurs et professionnels de la filière lait local. C'est l'adoption d'une législation adaptée contribuant à la valorisation et à la promotion du lait local. Mais aussi la prise en compte de l'interdépendance entre la filière lait local, l'importation et la consommation du lait en poudre importé”.

D'autres solutions rajoutées par Mr Ndiaye concernent le renforcement en moyens et ressources humaines des services déconcentrés de l'Etat (Inspection de l'Elevage, services vétérinaires) mais aussi le renforcement des capacités techniques et technologiques des Unités de Transformation Laitière UTL pour leur permettre la production de lait liquide pasteurisé.

Il s'agira d'amplifier les initiatives à l'instar des communes de Malicounda- Ngueniène -Sandiara qui ont fédéré leurs énergies dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agropole Ouest avec la mise en place d'un domaine agricole communautaire avec les jeunes mais aussi avec la concentration de toutes les associations d'éleveurs des trois communes. Ce qui va permettre de produire 8.000.000 de litres de lait, 3000 vaches laitières et va abriter un grand centre de formation pour les métiers de l'agriculture pour les jeunes.

Fatou Ndiaye

Matam: Visite du Ministre de l'Élevage à Kanel et à Matam ce 7 Mars 2021



Les réalisations du PADAER2 le Programme d'Appui au Développement Agricole et de l'Entrepreneuriat Rural phase 2 autour de l'espace pastorale saluées par le Ministre à Woynou Makam dans le Département de Ranérou

Le Ministre Aly Saleh Diop et sa délégation ont visité l'Unité Pastorale de Woynou Makam où les éleveurs ont été très enthousiastes de les accueillir.

Les réalisations du PADAER2 autour de l'espace pastorale ont été saluées par le Ministre à Woynou Makam une des 10 Unités Pastorales réalisée par le programme dans sa phase 1 équipées de forages de châteaux d'eau, de potence, de magasins d'aliments bétail et de parcs à vaccinations très innovants munis de quais d'embarquement.

Dans cette localité l'eau coule à volonté avec une réduction conséquente de la corvée d'eau aussi bien pour le bétail que pour les ménages.

Ainsi Le PADAER a opté misé et réussi en prouvant qu'il est bien possible d'alléger les corvées de transport des femmes qui en charrettes avec des bidons et des chambres à air en facilitant l'accès aux sources d'approvisionnement en eau, en les rapprochant avec l'installation de plusieurs points d'eau dans les villages

Le ministre n'a pas manqué de traduire toute sa satisfaction face aux réalisations du PADAER2 financé par le FIDA et d'autres partenaires en phase avec la politique de l'état pour l'envol du sous-secteur de l'Elevage.

Il a saisi cette occasion pour expliquer les projets et programmes de son département et les exhorter de s'inspirer des réalisations du Padaer2 de manière à développer la vie active autour de l'espace Pastorale.

Il a en outre visité en compagnie du Coordinateur du PADAER 2 et de sa délégation le Pare Feu reliant Dendou Didowa et Mbarkedji Samba Niago réduisant de manière

significative la prolifération Des feux de brousse.

Cette visite permettra au ministre de mieux comprendre l'approche Unité Pastorale, la définition d'une Unité Pastorale (UP), de son Plan de Gestion et des équipements réalisés dans chaque UP dans le cadre du PADAER 2 et de la Plateforme Pastorale de chaque UP, mais aussi le contexte locale de la zone d'intervention dans laquelle intervient le Programme mais aussi les Enjeux de la Mobilité (Transhumance), de l'Animation des UP, de la Concertation et de la démarche Partenariale

Dans la région l'approche agrosylvopastorale est en train d'être amplifiée par le Padaer 2 qui compte combiner les système de production et de transformation des ressource agricoles pastorales et forestières pour faire de l'espace pastorale une zone économiquement et socialement viable.

Pape Samb

La Résilience au **Changement Climatique** des Ruraux : le PADAER2 opte l'approche **Unité Pastorale (UP)** pour assurer une meilleure gestion de l'environnement



“Pour améliorer la résilience aux changements climatiques, le PADAER II a mis en place des unités pastorales (UP) dotées de plan de gestion qui régit la participation des communautés à la gestion des ressources naturelles ,des pare- feux ouverts pour lutter contre les feux de brousse et servir de pistes et de parcours du bétail avec des comités de lutte dotés de matériel pour faire face.” informe Mr Babou Dramé Coordinateur National du Programme d’Appui au Développement Agricole et à l’Entrepreneuriat Rural à Woynou Makam dans le Département de Ranérou Région de Matam lors de sa mission dans une des zones d’intervention du Programme que reste la région de Matam dans le cadre du suivi de la mise en service des infrastructures de son programme. Le Coordinateur a mis en exergue le plan de gestion environnementale

du PADAER2 qui vise la réduction des impacts environnementaux et l’amélioration de la résilience des Agropasteurs en milieu rural. L’objectif est de renforcer la résilience aux changements climatiques, d’améliorer la sécurité alimentaire et les revenus et créer des emplois durables et rémunérateurs pour les ruraux affirme le Coordinateur qui informe en plus que “pour améliorer la résilience aux changements climatiques, le PADAER II met en place des unités pastorales afin d’assurer une meilleure gestion de l’environnement. Pour ce faire, les UP sont dotées de plan de gestion qui régit la participation des communautés à la gestion des ressources naturelles. Des pare-feux sont ouverts pour lutter contre les feux de brousse et servir de pistes et de parcours du bétail. Les comités de lutte contre les feux de brousse sont dotés de matériel pour faire face.”

Mettant en relief l’importance de la dynamique partenariale le PADAER2 en collaboration avec les services des Eaux et Forêts de l’avis du Coordinateur,” assiste les populations dans la production de 3000 plants et dans le reboisement 5 Ha dans le cadre de la grande muraille verte.”

Dans la même veine le Coordinateur énonce en outre le développement de cultures fourragères et maraichères autour des forages où le PADAERII appuie les populations agropastorales. La durabilité la pérennisation des actions entreprises renforcent les performances du PADAERII reposant sur le faire-faire et la subsidiarité.

A ce titre, la franche collaboration avec les partenaires de mise en œuvre est saluée par le coordinateur du PADAER2 ; ce qui a permis selon lui “ de garantir l’ingénierie sociale nécessaire à l’atteinte des objectifs conclut-il.

Babacar Sene

Le Programme d'Appui au Développement Agricole et de l'Entrepreneuriat Rural phase 2 (PADAER2) Mise en service de 10 nouvelles Unités Pastorales à Matam



C'est parti ! Le PADAER 2 met en service 10 UP dans sa zone d'intervention de Matam, dont 4 anciennes UP munies de châteaux connectés.

Dans le cadre de la démarche partenariale qui constitue la centralité de ses interventions, le PADAER2 a participé au reboisement de 5 hectares avec la Grande Muraille Verte dans sa deuxième phase en plus du suivi des activités.

En plus de ces infrastructures, le PADAER 2 a mis en œuvre 400 km de piste en cours de réalisation dont la pose de la première pierre a été effectuée par le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable.

L'unité pastorale se définit comme un espace géographique où vivent des populations ayant les mêmes intérêts économiques, les mêmes parcours pastoraux, utilisant les mêmes points d'eau (forages, mares,...) et exploitant les mêmes zones agricoles.

Véritablement un espace d'action pour le PADAER2 qui dans ses toutes premières interventions dans la région de Matam met en place ces infrastructures pastorales et promeut le développement du partenariat.

Il s'y ajoute l'animation, le dynamisme des UP, l'implication et l'engagement des parties prenantes. Le PADAER2 est un programme de l'état du Sénégal financé par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) dont l'objectif contribue à lutter contre la faim et la pauvreté et à s'attaquer aux effets dévastateurs des changements climatiques, du chômage des jeunes et à l'atteinte de l'objectif de développement durable "Faim zéro" d'ici 2030.

Babacar Sene



UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE UK 2021

IN PARTNERSHIP WITH ITALY

La COP26 à Glasgow en Ecosse : Les préparatifs de la Conférence des Parties, 26^{ème} édition

Les consultations de la CDN, l'inventaire sur la réduction des émissions des gaz à effets de "serre" en bonne pôle:

- La COP26 à Glasgow en Ecosse, du 1er au 12 novembre 2021

-Le Royaume Uni et l'Italie sont les Co présidents de la COP 26.

La COP26 a pour mission d'accélérer la mise en œuvre d'un avenir neutre en carbone et résilient

Dans tous les pays les préparatifs se poursuivent.

Il s'agira d'accélérer la mise en œuvre de l'accord de Paris et construire une trajectoire cohérente vers zéro émission de carbone ;

C'est là où réside tout le challenge de la COP 26 qui reste un défi principal à relever d'ici l'horizon 2050.

Nous sommes dans l'ère de l'action pour traduire immédiatement l'atteinte de l'objectif de 1,5°C qui ne

peut être réalisé que si et seulement si les objectifs de neutralité à long terme soient pris à bras le corps et traduits en plans et actions immédiats.

La COP26 qui se tiendra à Glasgow en Ecosse, du 1er au 12 novembre 2021 reste un rendez-vous planétaire pour lequel les pays d'Afrique seront le porte-étendard pour les questions relatives au développement durable et au changement climatique

Les études d'impact environnemental et social les mécanismes du Fonds bleu et la Contribution déterminée nationale (CDN) seront des axes forts sur lesquels travaillent les pays A signaler que pour cette. COP26, le Royaume Uni et l'Italie sont les co-présidents de cette vingt-sixième édition.

Les pays africains comme toujours ne doivent pas aller isolément à la

Cop26 ils doivent mettre en synergie les actions en termes de choix de thèmes prioritaires et de solutions pour la protection de la nature et mutualiser leurs moyens dans les préparations et consultations de la CDN, notamment sur la réduction des émissions des gaz à effets de "serre".

L'on annonce déjà que le Royaume-Uni "fera tout" pour que la COP26 se tienne en présentiel.

En outre Mr António Guterres a invité la Chine et les États-Unis à coopérer sur l'action climatique.

Le Sénégal à l'instar des autres pays doit débiter dès à présent la définition des axes forts sur lesquels sa participation à la COP26 sera effective.

La rédaction

“Les communautés reverdissent le Sahel”:

Atelier National sur les défis, stratégies et partenariat du reverdissement au Sénégal



Le projet intitulé “Les communautés reverdissent le Sahel” Quelle approche partenariale pour une synergie d’Action efficace est mis en œuvre par le Consortium CRS-DOB qui est constitué du Centre National de Recherches Forestières de l’Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (CNRF/ISRA), de ENDA Énergie, de ENDA Pronat et de IED Afrique qui en assure la Coordination au niveau national.

Il engage une dynamique d’échange et de mutualisation des efforts dans l’optique de se renforcer mutuellement. Le principal objectif du Consortium CRS-DOB est d’appuyer les communautés pour la régénération de plusieurs milliers d’hectares de terres dégradées.

Ceci, afin de contribuer à une meilleure résilience des populations rurales grâce entre autres, à l’augmentation de la production agricole, le renforcement de la sécurité alimentaire et l’amélioration des revenus des ménages.

Ce programme financé par DOB Ecology, est mis en œuvre au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal avec l’appui technique de Both ENDS. Il vise l’adoption de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) par les communautés, les gouvernements, les ONG et le secteur privé comme techniques de reverdissement pour restaurer les terres dégradées et renforcer la résilience et la sécurité alimentaire.

Le Sénégal fait face à une dégradation continue du couvert végétal du fait de plusieurs facteurs (anthropique et naturel) exacerbés par les conséquences du changement climatique comme pour beaucoup de pays du Sahel, Pour renverser cette tendance de dégradation, plusieurs initiatives sont prises par l’État et ses partenaires.

Au Sénégal, l’État a récemment mis sur pied avec comme volonté de “bâtir un Sénégal vert” . Ainsi, les efforts sont de plus en plus orientés vers le reverdissement avec des approches relativement nouvelles : gestion durable des terres (GDT), économie de la dégradation des terres (ELD), régénération naturelle assistée (RNA), etc.

Ce changement de paradigme dénote une volonté commune des différentes parties Prenantes de réintroduire l’arbre dans le paysage agricole à travers différentes techniques agroforestières. Cette nouvelle approche d’intervention très opérationnelle du reverdissement, soulève beaucoup de défis sur les mécanismes de mesures de ces résultats.

Dès lors, avec les différents défis que le reverdissement soulève, l’enjeu est de pouvoir construire sur ces dynamiques pour une atteinte plus efficace des résultats.

Cette pluralité des acteurs et des interventions met en relief la nécessité du renforcement des synergies d’action. C’est dans cette perspective que le Consortium CRS-DOB qui met en œuvre le projet intitulé “Les communautés reverdissent le Sahel” engage une dynamique d’échange et de mutualisation des efforts dans l’optique de se renforcer mutuellement.

Babacar Sene

L'Initiative Africaine pour lutter contre la Désertification (AI CD)

Le 4^{ème} Forum Régional réunit les acteurs

“Renforcer la Résilience face au Changement Climatique dans le Sahel et la Corne de l’Afrique Le gouvernement sénégalais et l’Agence japonaise de coopération internationale (JICA), en parfaite harmonie, dans l’AI-CD”

L’Initiative africaine pour Lutter contre la Désertification en vue de renforcer la résilience face au changement climatique dans le Sahel et la Corne de l’Afrique (AI-CD) a été lancée en marge de la sixième Conférence internationale de Tokyo pour le Développement de l’Afrique (TICAD VI) en août 2016 à Nairobi au Kenya.

L’AI-CD est mise en œuvre par huit (8) pays de la région du Sahel et sept (7) de la Corne de l’Afrique.

Les pays participants au Sahel sont le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, et le Sénégal, avec le Sénégal comme Hub, tandis que les pays participants dans la Corne de l’Afrique sont Djibouti, l’Érythrée, l’Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, et le

Soudan, avec le Kenya comme Hub. L’objectif de l’AI-CD est de contribuer au renforcement de la résilience des nations et des communautés aux changements climatiques par la promotion de mesures de lutte contre la désertification au Sahel et dans la Corne de l’Afrique, en établissant des réseaux (réseautage), en partageant les connaissances et en améliorant l’accès au financement.

Afin d’atteindre l’objectif de l’AI-CD, les pays participants organisent une série de fora régionaux depuis le



lancement de l’initiative en 2016. Compte tenu de la pandémie de la COVID-19, les fora de 2020 et début 2021 sont organisés en visioconférence.

Le gouvernement sénégalais en collaboration avec l’Agence japonaise de coopération internationale (JICA), dans une parfaite collaboration, organisent un forum régional pour le Sahel en visioconférence ce 27 janvier 2021. La déclaration du lancement a été signée par le gouvernement kenyan, le gouvernement sénégalais, l’Agence japonaise de coopération internationale (JICA), et la Convention des Nations Unies pour la Lutte contre la Désertification (CNULCD).

Le forum régional en visioconférence dont la tenue est prévue ce 27 janvier 2021 sera le quatrième d’une série d’événements pour le Sahel, Pour rappel le forum régional pour la Corne de l’Afrique a déjà eu lieu le 9 décembre 2020.

Pour ce 4^{ème} forum régional pour le Sahel les Participants attendus

sont constitués des points focaux des pays membres de l’AI-CD notamment le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal (Sahel), le Djibouti et le Kenya (Corne de l’Afrique) en plus des Pays jouant le rôle de Hub et les Partenaires de l’AI-CD

Cette journée du 27 Janvier. 2021 sera une journée de discussions fertiles qui permettra aux participants de discuter des possibilités offertes par le réseautage et le partage des connaissances dans l’amélioration de l’accès au financement pour l’atteinte des objectifs de l’AI-CD conformément à son rôle contributif au renforcement de la résilience des nations et des communautés aux changements climatiques par la promotion de mesures de lutte contre la désertification au Sahel et dans la Corne de l’Afrique, en établissant des réseaux (réseautage) en sus du partage des connaissances et de amélioration de l’accès au financement.

Pape SAMB

Lancement de la FIARA2021 21^e EDITION

Du 20 Mai 2021
Au 08 Juin 2021 **CICES**

La cérémonie de lancement officiel s'est déroulée ce jeudi 22 Avril 2021 au Cices en présence de plusieurs invités et acteurs du monde rural Sénégal

Occasion ne fut plus grande pour le DG du Cices Saliou Keita de souhaiter la bienvenue et manifester tout son engagement de " ne ménager aucun effort pour la réussite de cette 21eme édition de la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales la Fiara qui est une manifestation économique qui fait partie intégrante de sa feuille de route pour booster le taux d'occupation et ensemble relever les défis et Réussir le poids de la mission qui nous indique de nouvelles orientations et répondre ainsi aux attentes légitimes du grand public "

Les secrétaires généraux de l'Asprodeb et du CNCR considèrent la Fiara comme le rendez vous des producteurs qui font de l'emploi des jeunes leurs préoccupations en rapport avec le thème de cette présente édition de la Fiara" Rester ici Travailler ici et Réussir ici" un thème en parfaite harmonie avec les orientations des autorités sénégalaises pour prendre a bras le corps la problématique de l'emploi des jeunes. Cest dans cette optique que le CNCR a lancé beaucoup d'initiatives allant dans le sens d'organiser de renforcer les capacités des jeunes et de faciliter leur accès aux facteurs de production auprès des familles et des collectivités territoriales en vue d'apporter des réponses satisfaisantes à la problématique des Jeunes en milieu agricole.

Pour Elhadj Papa Abdou Gall Directeur Général de la FIARA cette cérémonie de lancement couronne l'aboutissement de 21 ans de pratiques et de reflexion soutenues pour mettre en chantier et conduire un événement aussi important que la Fiara une foire d'intégration sous régionale des peuples et des économies rurales et agricoles dont la spécificité est qu'elle est conçue par et pour les producteurs au profit. Des Exploitations Familiales .

Le thème est d'une importance porteuse d'espoir pour Mr Fall sur l'emploi des jeunes dans le développement local durable "Rester ici Travailler ici et Réussir ici ".

Pour cette 21^{ème} édition Mr Fall liste les nombreuses innovations qu'elle connaîtra notamment le Festival Alimenterre mais aussi la mise en place du Village de l'emploi Agricole et rurale qui compte réunir toutes les structures d'appuis aux jeunes



Les retombées de la Fiara ne sont plus a démontrer avec de réels résultats acquis au fil des éditions . En effet de l'avis du DG, d'à peine 60 exposants a la première édition , aujourd'hui la Fiara accueille annuellement entre 500 et 800 exposants y compris les services d'accompagnement de la production de la production. entre 15 et 19 pays et des délégations officielles.

Grâce a un partenariat dynamique la Fiara est organisée au CICES depuis 11 ans et ce sera le cas cette année du 20 Mai au 08 juin 2021

FIARA
FOIRE INTERNATIONALE
DE L'AGRICULTURE ET DES
RESSOURCES ANIMALES

21^{ÈME} EDITION
CICES Du 20 Mai 2021
Au 08 Juin 2021

Logos: CICES, ASPRODEB, LA BANQUE AGRICOLE, AgriCash, PDRER, PAFA, FOLAND, CONSEIL SÉNÉGALAIS DES CHARGEURS.

Sacré Coeur 3 Villa : 9256 Bis 2^e étage en face du terrain de Sacré Coeur VDN - DAKAR
Tél: +221 33 827 18 50 - Mob: 77 642 33 36
E-mail: fiarasenegal@yahoo.com